



Pas un jour de plus ! pas une heure de plus !

Abrogation de la réforme des retraites

Non au PACTE enseignant

Espérant nous faire tourner la page des retraites, le ministre Ndiaye a mis à l'ordre du jour du Comité Social d'Administration ministériel du 31 mai les décrets et arrêtés sur la revalorisation et le PACTE.

Le PACTE, loin de contribuer à la revalorisation attendue par toutes et tous, va conduire à un alourdissement de la charge de travail des personnels et à une aggravation des inégalités femmes/hommes. Le fonctionnement des écoles va être considérablement dégradé, en imposant aux directeur·ices le rôle de répartir les missions supplémentaires, en mettant en concurrence les collègues et créant inévitablement des tensions dans les équipes.

Le SOCLE quant à lui se relève bien insuffisant pour rattraper les pertes salariales subies depuis dix ans. Les « revalorisations » ne portent que sur des primes (augmentation de l'ISAE, prime d'attractivité uniquement des échelons 1 à 7).

L'attaque portée aujourd'hui à la profession est d'un niveau inégalé : l'augmentation d'une partie de la rémunération serait conditionnée à une contractualisation de certaines missions (des briques) créant un salaire à la carte, cassant notre statut, niant que notre travail est déjà chronophage, souvent épuisant et sous-payé.

A la profonde crise que connaît aujourd'hui le métier d'enseignant·e et, avec lui, l'école publique, l'exécutif répond donc avec des propositions salariales inacceptables et méprisantes. Le gouvernement fait sans doute le pari que la profonde dégradation de nos conditions salariales est de nature à nous faire accepter n'importe quoi !

Nos organisations refusent le PACTE et revendiquent de véritables augmentations salariales, en particulier par l'augmentation conséquente de la valeur du point d'indice, sans contrepartie.

Les organisations syndicales parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT éduc'action, CNT-SNE, appellent l'ensemble des personnels des écoles à se rassembler le mercredi 31 mai devant le ministère de l'éducation nationale pour exiger l'abandon du PACTE.

L'opposition à la réforme des retraites continue d'être unanime. Une profonde détermination populaire et militante s'exprime depuis des mois face à l'autoritarisme de l'exécutif. Le 6 juin, soyons nombreuses et nombreux à exiger son abrogation en participant massivement à la journée de grève et de mobilisation.

Mercredi 31 mai

Rassemblement éducation IDF
14h30 Place Jacques Bainville

Mardi 6 juin

AG parisienne 1er degré
10h à la Bourse du travail

Manifestation unitaire
14h Invalides